

**SESSION / Jérémie Decerle, député européen a évoqué la PAC lors de la dernière session de la Chambre d'agriculture du Gers.**

## « Il faut récompenser la performance »

C'est par « une pensée pour le peuple ukrainien » et une première question : « comment venir en aide à ce peuple ? », que Jérémie Decerle a débuté son propos. Et avant d'attaquer le « menu principal » constitué par la question de la PAC, il n'a pas oublié de répondre à la question sur l'influenza : « j'ai bien compris que j'ai une mission d'alerte afin que ce sujet soit politique et que l'Europe apporte des solutions fortes et rapides. »

Quant à la PAC, le député s'est voulu pédagogue : « il est important d'expliquer les négociations. La première proposition de réforme date de 2018. Soit quatre années de négociations, avec la particularité d'être travaillée sur deux mandatures européennes. »

« Cette réforme envoie un message, assure-t-il. Nous avons réussi à trouver un certain équilibre. Le Gers, comme beaucoup de département, ne va pas perdre d'aide alors que la dimension environnementale n'est pas diminuée et sans complexité démesurée. » « La France a obtenu le maintien du budget grâce à la volonté de l'État, des Régions. Un effort collectif a été nécessaire pour expliquer à nos collègues européens l'importance de conserver un budget à ce niveau. »

Pour illustrer le côté « ambivalent de ce projet », le député Decerle a pointé la décision de « distribuer les aides sur les hommes et les femmes plutôt que sur les terres. » De même, il se réjouit que « 3 % du budget par Etat soit consacré à aider les jeunes. C'est une très belle victoire. »

Jérémie Decerle l'a assuré aux

agriculteurs gersois présents « chaque filière pourra accéder à des programmes opérationnels. » Alors que les viticulteurs profiteront de la « prolongation de la possibilité de plantation jusqu'en 2045. »

La question « écologique » a évidemment trouvé place dans cette matinée d'échanges. « La PAC est plus verte mais plus intelligemment verte, assure le député européen. Parce que basée sur l'incitation et l'encouragement plutôt que punitive ou basée sur des objectifs à atteindre. » Jérémie Decerle est convaincu d'une chose : « on aura davantage de résultats en récompensant la performance ».

Sur la protection de l'agriculture, le député estime que « nous ne sommes pas allés assez loin. » Mais il pense que « l'assurance récolte va retrouver un peu d'attractivité. Pour cela il faut se donner les moyens, collectivement, d'étendre ces protections sur d'autres risques que ceux liés au climat. »

Quant à la problématique des « produits qui n'ont pas les mêmes normes que nous, nous avons réussi à établir une déclaration commune pour un respect des règles et standards dans les accords commerciaux. »



Jérémie Decerle entouré du Président Bernard Malabirade et du Sénateur du Gers Franck Montaugé.

La question du Green deal fut également en débat : « il faut renforcer les ambitions pour lutter contre les changements climatiques », pour le député qui souhaite aussi que soit « relevé le niveau de la question de la souveraineté alimentaire pour assurer nos objectifs. »

En conclusion, et avant de se prêter au jeu des questions-réponses, Jérémie Decerle analyse une PAC « pas parfaite mais qui garde un bon équilibre pour ne pas déstabiliser les exploitations tout en relevant le défi climatique. »

### La nouvelle PAC

« La guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'économie mondiale font prendre au sujet de la réforme de la PAC une autre tournure, a lancé le président Bernard Malabirade en ouverture de la dernière session de la Chambre d'agriculture. Aussi il nous a paru intéressant d'inviter Jérémie Decerle, député européen qui travaille depuis de longs mois sur la « nouvelle PAC », à venir échanger avec nous. »

Des représentants de la coopération, le sénateur Franck Montaugé, lui-même très impliqué sur les questions de l'évolution de l'agriculture, ont participé à cette rencontre. « L'enjeu, lançait le président Malabirade, est aussi les conséquences de la PAC sur l'agriculture gersoise. L'Europe a montré sa capacité à répondre rapidement à l'urgence militaire, saura-t-elle faire de même pour l'urgence alimentaire qui se dessine ? »

Après avoir rappelé les mesures d'urgence contenue dans le Plan résilience et avant de laisser la parole au député européen, lui-même agriculteur, Bernard Malabirade a par ailleurs rappelé quelques questions d'actualité et notamment le dossier influenza aviaire. « La situation reste sensible et nécessite toujours la plus grande vigilance. » Et le président de s'inquiéter « de la situation dans l'Ouest de la France et les conséquences possibles pour nos filières gersaises. »

Sur un ton plus léger, le président de la Chambre s'est félicité « du partenariat renouvelé avec le Conseil départemental à l'occasion du salon de l'agriculture. Avec à la clé de belles médailles, une belle ambiance et des leçons à retenir pour la prochaine édition. »

## « Les agriculteurs ont de la ressource »

Au cours d'échanges animés, le sénateur Montaugé a insisté sur « une question agricole, sujet de géopolitique mondiale » et une « souveraineté alimentaire à reconsidérer pour améliorer nos ambitions en matière d'exportation. »

Alain de Scorraillé s'est dit

« pas très enthousiaste. On ne perd pas grand-chose (avec la nouvelle PAC). Mais on a perdu beaucoup avant. Notre département est en décroissance et risque de ne pas assez produire. »

Patrick Farbos, Président du BNIA et de la coopérative Hauts de Montrouge, avance une proposition : « ne faut-il pas revenir sur les ja-

chères pour produire plus ? » Avant de demander « une équité entre les pays d'Europe » sur la question des phytosanitaires. « C'est une disposition indispensable pour sauver la viticulture française. »

Jean-Claude Fitère, au nom des consommateurs, réclame

« les mêmes règles pour toutes les productions (surgelés, congelés) pour plus de loyauté concurrentielle. »

Pour Xavier Dufau (J.A.) « à une PAC avec laquelle on ne perd pas on aurait préféré une PAC avec laquelle on gagne. » Emmanuel Lecomte (directeur général de la Chambre d'agriculture) évoquait quant à lui

« la conditionnalité économique dans la PAC. »

Après avoir répondu à tous les intervenants, le député européen a conclu la rencontre sur un ton optimiste rappelant que « les agriculteurs ont de la ressource » et invitait les élus à « bien représenter cette profession sans laquelle l'Europe et le monde ne seraient rien. »